



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

maintien

Question au Gouvernement n° 854

Texte de la question

MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Bernard Debré.

M. Bernard Debré. Monsieur le Premier ministre, une semaine après la mise à sac du Trocadéro par des bandes de casseurs, c'est toujours l'heure des comptes et des rappels historiques. Souvenez-vous : le 24 mars dernier, votre ministre de l'intérieur avait donné l'ordre de charger et de gazer des familles avec des poussettes (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC*), sans doute parce qu'elles lançaient de dangereux nounours ou des biberons sur les CRS ! Ces gens étaient alors traités de " dangereux casseurs " par Manuel Valls.

La semaine dernière, au Trocadéro, M. Valls a cette fois donné l'ordre, irresponsable, aux CRS de reculer. Sous les yeux des habitants et des commerçants, les forces de l'ordre ont alors abandonné la place aux casseurs, aux barres de fer et aux tessons de bouteille. Ceux-là étaient de véritables casseurs : il ne s'agissait pas de simples mouvements de foules. Les témoignages des habitants sont accablants. Vous le sauriez, si votre ministre s'était rendu sur place constater lui-même les dégâts.

Monsieur le Premier ministre, l'ordre public, cela ne peut être deux poids, deux mesures. Le manque d'anticipation et la naïveté de M. Valls ont coûté cher : les commerces ont été saccagés, le mobilier urbain dévasté ; l'image de la France a été atteinte ; Paris a souffert. Les Parisiens ont été meurtris et les commerçants traumatisés. Depuis une semaine, ils doivent réparer vos dégâts. Les démarches auprès des assureurs seront longues. Il faut remplacer les vitrines, racheter les biens détruits, se faire indemniser des pillages et surtout reprendre une vie normale. Certains commerçants ont même dû fermer plusieurs jours.

Qu'avez-vous prévu pour faciliter les démarches de ces hommes et de ces femmes qui ont investi parfois toute une vie dans leur commerce ?

Monsieur le Premier ministre, un an de fuite et de défaussement, cela suffit ! Prenez vos responsabilités maintenant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur Bernard Debré, en matière de violences, de lutte contre la délinquance, de maintien de l'ordre, il n'y a pas de place pour le laxisme. Le rôle des forces de l'ordre, dans des situations parfois très difficiles, comme cela a été le cas par le passé en 2005 et en 2010, est d'agir pour permettre ensuite à la justice de punir.

M. Charles de La Verpillière. Bla-bla-bla !

M. Manuel Valls, *ministre*. C'est évidemment ce qui se passe : quarante-trois personnes ont été interpellées car les violences de la semaine dernière étaient inacceptables, et cela vaut pour toutes les manifestations. Dans notre pays, celles-ci sont évidemment permises puisque nécessaires à l'expression du débat public, c'est un droit constitutionnel, un droit démocratique. Mais ce qui est inacceptable, c'est que certains s'en prennent aux forces de l'ordre, comme ces groupes identitaires d'extrême droite il y a quelques jours - vous auriez pu en parler puisque vous êtes élu de Paris - lorsqu'un commissaire de police courageux a été aspergé d'un produit inflammable par un individu. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. Charles de La Verpillière. Ce n'est pas vrai !

M. Manuel Valls, *ministre*. L'ordre public, l'ordre républicain, doit s'appliquer partout, et nous nous y attelons depuis un an en donnant plus de moyens à la police et à la gendarmerie, plus de considération aux forces de

l'ordre. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Charles de La Verpillière. Bla-bla-bla !

M. le président. Monsieur de La Verpillière, je vous en prie !

M. Manuel Valls, *ministre*. Enfin, monsieur le député, j'ai relevé que vous avez parlé, à votre tour, de " gazage ". Un de vos collègues de l'opposition l'avait déjà fait, c'est inacceptable. (*" Absolument ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Claude Perez. C'est honteux !

M. Manuel Valls, *ministre*. Vous ne pouvez pas utiliser un tel vocabulaire en parlant des forces de l'ordre, des compagnies républicaines de sécurité, des escadrons de gendarmerie, de la hiérarchie de la police et de la gendarmerie. Je le répète : employer de tels termes est inacceptable.

M. Charles de La Verpillière. Diversion !

M. Manuel Valls, *ministre*. C'est vous qui, par de tels mots, organisez le désordre ; c'est la majorité et le Gouvernement qui impose l'ordre républicain. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur plusieurs bancs des groupes écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Debré](#)

Circonscription : Paris (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 854

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 mai 2013](#)